

Energie / Edora voit 16 % à 18 %

Le vert à 13 % en 2020 ?

A la veille de Noël, le gouvernement belge a transmis un document « prévisionnel » à la Commission européenne. Un brouillon du « plan d'action national » que la Belgique devra soumettre avant le 30 juin prochain et qui détaillera le chemin à emprunter afin d'aboutir à une proportion de 13 % d'énergie renouvelable dans la consommation énergétique du royaume en 2020. Que contiennent ces quatre pages « prévisionnelles » ?

Principalement deux choses. « La confirmation de l'objectif de produire les 13 % d'énergie renouvelable en interne », indique le cabinet du ministre de l'Énergie, Paul Magnette (PS). « Mais aussi le fait qu'on se réserve la possibilité d'une collaboration avec un pays étranger au cas où il y aurait une part minimale qui ne pourrait pas être produite en interne ». Autrement dit, un objectif et une porte de sortie.

La fédération de l'énergie d'origine renouvelable et alternative, plus connue sous l'acronyme Edora, estime, quant à elle, que l'objectif des 13 % fixés par l'Europe est réalisable. Et même davantage comme elle l'a illustré ce jeudi en dévoilant

les résultats d'une étude « visant à indiquer aux gouvernements belges (le « plan d'action » impliquera les Régions) la voie à suivre ». Selon les scénarios étudiés (basés sur les évolutions de consommation et les développements technologiques prévisibles), la proportion verte pourrait atteindre 16 %, voire 18 % dans dix ans. « Ceci indique que l'objectif de 13 % pourra être réalisé au sein même de nos frontières », précise Noémie Laumont, secrétaire générale d'Edora.

L'étude conclut que, moyennant des mesures « politiques adéquates et la multiplication des installations », la part de l'électricité verte devrait dépasser 27 % en Belgique à la fin de la décennie alors que la chaleur verte représenterait plus de 14 % de la consommation du secteur pour un peu plus de 8 % de consommation en transport à base de biocarburants. Tous secteurs confondus, la biomasse serait la source énergétique la plus mise à contribution (60 %) suivie de l'énergie éolienne (24 %) et solaire (8 %). Le coût (brut, soit hors bénéfices) avoisinerait 2 milliards d'euros par an. ■